



IN EIGENER SACHE

Jahresversammlung 2000

SAFE Jahresversammlung 2000 und Fortbildungsveranstaltung zum Thema: "Forstliche Stichprobeninventuren - wie weiter?"

13./14. Nov. 2000 im Tagungs- und Studienzentrum Boldern Männedorf/ZH



Neues SAFE-Logo

L. Bader

Jedes Stück Wald ist einzigartig und unvergleichlich. Entsprechend der unterschiedlichen Gesteinsunterlage, Topografie, Wasserversorgung oder Sonneneinstrahlung ändern die Umweltbedingungen oft auf kleinstem Raum und ermöglichen so eine schier unendliche Vielfalt von Lebensgemeinschaften. Jeder Baum in einem Wald erzählt seine eigene einmalige Geschichte.

Die Forsteinrichtung versucht, diese Vielfalt zu ordnen und zu struk-

INFOBLATT

Das Infoblatt wird den SAFE-Mitgliedern kostenlos zugestellt. Weitere Interessenten melden sich bitte bei:
R. Lemm WSL

turieren, Muster und Typen zu definieren, damit die Entwicklung des Waldes rechtzeitig erkannt und im Interesse der Menschen beeinflusst oder vor dem Einfluss des Menschen geschützt werden kann. Die Forsteinrichtung rückt dem Wald mit Kluppen, Messbändern, Objektiven, Sonden oder Satelliten zu Leibe und versucht aus den Daten, ein möglichst wahrheitsgetreues Abbild für die Planung zu entwerfen. Doch wie ausgefeilt die Messtechnik und wie komplex die Modelle auch sind, die gesamte Vielfalt des Lebensraumes lässt sich nie vollständig erfassen und darstellen.

Das neue SAFE-Logo, das der Vorstand im Auftrag der Mitglieder entworfen hat, soll diesen Aspekt der (erfolgreichen) Forsteinrichtung andeuten: Was wir als Laub- und Nadelbaum (starre Umrisse) erkennen ist zwar nur ein sehr grobes Abbild der Natur (geschwungene Linien) und doch verstehen wir sofort die Bedeutung.

AUS DER FORSCHUNG

La participation du public dans le contexte forestier européen et nord-américain

Quels enseignements pour la planification forestière régionale en Suisse?

Y. Kazemi

La question de la participation du public dans le domaine forestier a pris, au fil des dernières décennies, une place grandissante dans les discussions de politique, de planification et de gestion forestières. Suite à la publication du

AUS DEM INHALT

In eigener Sache
Aus der Forschung
Veranstaltungen

rapport FAO/CEE/BIT sur la participation du public dans le contexte forestier européen et nord-américain¹, le présent article synthétise quelques considérations et enseignements d'intérêt pour la planification forestière régionale en Suisse.

Expériences nationales dans le domaine de la participation publique

Sur la base des expériences nationales enregistrées dans les 15 pays analysés (Europe et Amérique du Nord), les 4 types suivants de pratiques en matière de participation publique dans le domaine forestier peuvent être définis :

1. Les procédures de participation publique relatives à l'élaboration de politiques, de programmes ou de plans forestiers au niveau national (ex. politiques forestières nationales), régional (ex. planifications forestières régionales) ou local (ex. zones de protection ou plans de gestion).

¹ Le rapport **Public Participation in Forestry - In Europe and North America**, publié par le Comité mixte FAO/CEE/BIT de la technologie, de la gestion et de la formation forestières, peut être obtenu gratuitement auprès de Peter Poschen, Bureau International du Travail, Route des Morillons 4, 1211 Genève (Tél. 022-799 61 88; Fax. 022-799 79 67; Mél. poschen@ilo.org).

2. *L'engagement direct de la population dans la promotion et/ou la mise en oeuvre de programmes ou projets forestiers spécifiques* comme par exemple les programmes d'afforestation de grande envergure, la prévention contre les incendies, la création d'espaces forestiers périurbains, etc.
3. *Les enquêtes et audits publics* dans le domaine forestier comme les études d'impact sur l'environnement, la consultation publique sur les pratiques et projets forestiers, la mise à l'enquête des demandes de subvention, etc.
4. *Les commissions et conseils publics de consultation et/ou de médiation* dans le domaine forestier représentant des forums permanents de discussion et d'information favorisant les échanges entre les différents acteurs forestiers (autorités, gestionnaires, groupes d'intérêts, utilisateurs, population, etc.) et servant le cas échéant d'instance de médiation dans la résolution de conflits.

Dans l'ensemble, les procédures participatives présentées ici sont susceptibles d'intervenir à toutes les étapes - légales, stratégiques, opérationnelles - et à tous les niveaux - nationaux, régionaux, locaux - des processus de formulation et de mise en oeuvre des politiques, de la planification et de la gestion forestières.

En Suisse, outre les procédures juridiques ou judiciaires d'intervention publique (ex. droit de recours des associations, études d'impact sur l'environnement, mise à l'enquête publique, etc.), les procédures de participation publique mise en place lors de planifications forestières directrices dépassant le cadre de l'entreprise (art. 18, al. 3 OFo) correspondent au niveau régional de la catégorie n°1 présentée ci-dessus.

Organisation et mise en oeuvre des processus participatifs

La participation publique dans le domaine forestier tente de résoudre un problème commun par l'intermédiaire d'une **collaboration**

constructive entre les parties prenantes au processus. L'expression de cette collaboration s'articule de la manière suivante:

1. *La collaboration interne entre les responsables de l'organisation du processus participatif*

Une attitude claire, compétente et motivée de la part des organisateurs est une condition indispensable au succès des procédures participatives. L'expérience montre que des facteurs comme la peur du changement, un désaccord sur les objectifs, une définition peu claire des responsabilités ou encore un manque de compétences ou de ressources appropriées peuvent mettre en échec tout ou partie d'un processus participatif. Ces aspects d'organisation interne - souvent un peu négligés - doivent faire l'objet d'une discussion et d'une évaluation permanente au sein de l'équipe chargée de l'organisation du processus participatif.

2. *La collaboration entre les organisateurs du processus participatif et les participants au processus*

Sans entrer dans le détail organisationnel, on peut considérer que **a)** une définition claire - si possible avec les participants - des enjeux, des objectifs, du mode de fonctionnement et du déroulement de la participation; **b)** une intégration large et ouverte des intérêts concernés par la procédure participative - y compris des intérêts peu ou pas organisés (ex. petits propriétaires forestiers, petits groupes d'usagers, personnes âgées, couches sociales défavorisées, les femmes, etc.); **c)** une gestion appropriée de l'information et de la communication durant tout le processus représentent des conditions indispensables pour garantir l'ouverture, la transparence et l'honnêteté des procédures participatives.

3. *La collaboration entre les différents intérêts représentés dans le processus participatif*

La collaboration constructive entre les participants d'un processus participatif commence par la

présentation ouverte et la reconnaissance mutuelle des intérêts et objectifs de chacun. Par la suite, un apprentissage réciproque entre les partis et un ajustement mutuel des intérêts favorisent l'émergence de solutions communes garantissant l'intégration du plus grand nombre d'intérêts. Cette dimension constitue le point central d'une mise en oeuvre effective et à long terme des résultats de la participation.

Comme on le voit, la participation du public représente bien plus qu'une simple technique; c'est une manière de penser et d'agir tant pour les organisateurs que pour les participants. Développer un processus participatif ne peut pas être considéré comme une formalité. De nombreux facteurs peuvent perturber le déroulement du processus (ex. déficit d'information, blocages conflictuels, perte de crédibilité du processus, etc.). Cela nécessite une évaluation permanente du déroulement et des résultats de la participation afin de pouvoir adapter le processus à chaque situation particulière.

En guise de conclusion...

Au-delà des spécificités nationales, le rapport de l'équipe de spécialistes sur la participation met en évidence l'intérêt global que représente aujourd'hui la mise en place de procédures de participation publique dans le domaine forestier. Dans ce contexte, l'enrichissement apporté par la comparaison entre les nombreuses pratiques et approches nationales en la matière offre de multiples pistes de réflexions pour l'évolution et l'amélioration future de l'éventail des outils participatifs déjà existant dans le domaine forestier en Suisse.

Anschrift:

Yves Kazemi (ingénieur forestier EPFZ, master en administration publique IDHEAP Lausanne).
 Coordinateur de l'équipe de spécialistes FAO/ECE/BIT sur la participation en foresterie Ch. des Colombiers 24; CH-1096 CULLY
 Tél./Fax. 021-799 52 30;
 Mél: ykazemi@vtx.ch

Nachhaltigkeitskontrolle im Wald

A. Bernasconi und Ch. Zahnd

Im Rahmen einer Fallstudie wurde der Einfluss der Stakeholder auf die nachhaltige Waldbewirtschaftung im Rahmen der Regionalen Waldplanung untersucht. Gleichzeitig wurden Grundlagen für ein modernes Konzept für die Nachhaltigkeitskontrolle im Wald erarbeitet. Die Studie wurde vom Fonds zur Förderung der Wald- und Holzforschung unterstützt. Die wichtigsten Ergebnisse der Untersuchungen sind in drei Teilberichten zusammengefasst.

Konzeptionelle Überlegungen für die überbetriebliche Ebene

Das Verständnis der Nachhaltigkeit hat sich in den letzten Jahren zum einen erweitert, zum andern wurde die Nachhaltigkeit quasi als Leitparadigma in verschiedensten Disziplinen aufgenommen. Für die Waldbewirtschaftung im engeren Sinne, respektive für das Management der Ressource im weiteren Sinne, hat die neue Interpretation des alten Begriffs Konsequenzen. Die internationale Waldpolitik spielt seit Mitte der 80er Jahre eine bedeutende Rolle. Zentral ist die Helsinki-Resolution und deren Folgeprozesse. Gestützt auf diese Resolution wurden von internationalen Experten sechs Kriterien ausgearbeitet. Die Operationalisierung dieser Kriterien anhand von Indikatoren wurde auch in der Schweiz bereits mehrfach vorgenommen. Zu allen sechs Kriterien bestehen einerseits bereits zahlreiche Grundlagen und Informationen, es bestehen jedoch auch Informationslücken und zu verbessernde Bereiche.

In einem Nachhaltigkeitskonzept werden nun für einen bestimmten Perimeter die wichtigsten inhaltlichen und formalen Rahmenbedingungen festgelegt, wie die nachhaltige Waldbewirtschaftung erfolgen soll. Welche Ansprüche bestehen bezüglich der nachhaltigen Waldentwicklung und -nutzung? Wie werden die Ziele und Prinzipien der Nachhaltigkeit hergeleitet? Mit welchen Methoden wird die nachhaltige Waldentwicklung gesteuert? Mit welchen Methoden geschieht die Überwachung und Kontrolle der nachhaltigen Waldnutzung? Welche Kriterien und Indikatoren geben Auskunft über die nachhaltige Waldbewirtschaftung? Mit dem Nachhaltigkeitskonzept werden diese Fragen beantwortet.

Nachhaltigkeitskontrolle am Beispiel eines Regionalen Waldplanes

Die aufgrund bestehender Literatur hergeleiteten konzeptionellen Überlegungen wurden im Rahmen einer Fallstudie umgesetzt. Und zwar wurde das Nachhaltigkeitskonzept am Beispiel eines Regionalen Waldplanes im Kanton Bern getestet. Als Ergebnis liegt ein Zielbaum vor, welcher die allgemeine Idee der ‚nachhaltigen Waldentwicklung‘ in Prinzipien, Zielen, Kriterien, Indikatoren, Zielwerten, Grenzwerten und Kontrollmethoden aufschlüsselt. Die Planungsinhalte wurden in der Form von vier Leitkarten visualisiert: Schutz vor Naturgefahren, Holzproduktion/Ressourcennutzung, Natur- und Landschaftsschutz, Freizeit und Erholung/Gesellschaft. Die Ergebnisse wurden zudem mit den sechs Helsinki-Kriterien und mit den nationalen Standards für die Waldzertifizierung in der

Schweiz verglichen.

Der Einfluss der Stakeholder im Rahmen der Regionalen Waldplanung

Von speziellem Interesse war die Frage, inwiefern die Stakeholder im Rahmen der Regionalen Waldplanung Einfluss auf die Interpretation der ‚Nachhaltigkeit‘ hatten. Deshalb wurden im Fallbeispiel der gesamte Mitwirkungsprozess eingehend untersucht und hinsichtlich der Einflüsse der Stakeholder analysiert. Einerseits wurde eine Kategorisierung der Stakeholder vorgenommen, andererseits wurden die Interessenabwägung und die Mitwirkungsmöglichkeiten im Detail untersucht. Für den direkten Einbezug der Stakeholder wurden vier Instrumente unterschieden: Die Sitzungen der begleitenden Arbeitsgruppe und des Leitungsteams, die Vorprüfung, das Auflageverfahren und das Mitberichtsverfahren. Es zeigte sich, dass bei allen der vier eingesetzten Verfahren das Planungsergebnis beeinflusst wurde. Die grösste Wirkung hatten die Diskussionen im Rahmen der begleitenden Arbeitsgruppe. Da die verschiedenen Stakeholdergruppen bereits in der begleitenden Arbeitsgruppe sehr stark einbezogen worden waren, blieb die Zahl der Eingaben im Rahmen der Auflage sehr gering.

Die Zahl möglicher Stakeholder ist riesig. In jedem Fall wird es daher im Rahmen der Regionalen Waldplanung zu einer Auswahl und Gewichtung der Einzelinteressen kommen. Um versteckte und bestehende Konflikte durch das Vorgehen nicht noch zu verstärken, ist es wichtig, einen transparenten Ablauf und klare, einfach nachvollziehbare Spielregeln festzulegen. Alle Beteiligten müssen wissen, worauf sie sich einlassen, und wer im Verlaufe der Planung, welchen Einfluss nehmen kann und darf.

Die erwähnten drei Teilberichte können zum Selbstkostenpreis bei folgender Adresse bestellt werden:

Pan, PF 7511, 3001 Bern;
Tel.: 031-381.89.45; Fax: 031-389.30.09;
E-Mail: pan@panbern.ch

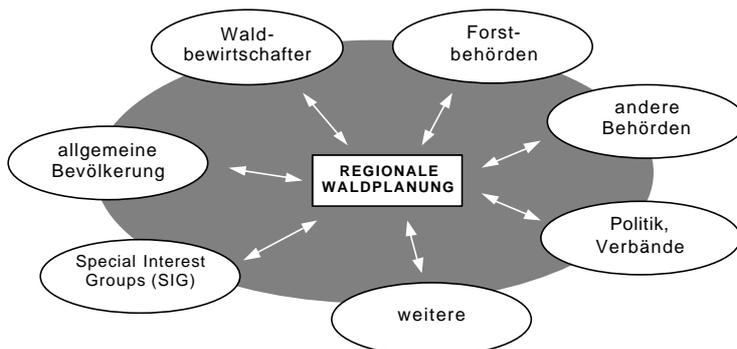


Abbildung 1: Die Stakeholdergruppen der Regionalen Waldplanung

Landesforstinventar im Internet www.lfi.ch

U.B. Brändli



Abbildung 2: Schweinehirten schlagen Eicheln herunter. Der traditionelle Mittelwald lieferte Bauholz, Energieholz und Futter (Eicheln, Buchennüsschen, Gras und Laub)

Quelle: <http://www.wsl.ch/land/products/>

In Fachkreisen ist das Landesforstinventar (LFI) heute eine anerkannte und oft benutzte Informationsquelle zum Schweizer Wald. Dazu beigetragen haben Pressemitteilungen, Fachreferate, Ausstellungen, Auswertungen auf Anfrage, LFI-Kantonsinventuren und zahllose Publikationen. So findet man heute in jeder Ausgabe der Zeitschrift Wald+Holz mindestens ein LFI-Zitat.

Dennoch ist das LFI vielen potentiellen Nutzniessern zu wenig bekannt. Auch der Zugriff auf LFI-Ergebnisse ist vielfach nicht einfach, zumal die tägliche Papierflut kaum mehr zu bewältigen ist. Gefragt sind leicht und schnell zugängliche Informationssysteme wie das Internet.

Informationen zum Schweizer Wald

Für uns gilt: Wer sucht, soll finden. Mit dem neuen Internet-Auftritt werden die wichtigsten LFI-Produkte allgemein zugänglich

gemacht. Im Sinne eines Netzwerkes wollen wir auch eine Plattform «Informationen zum Schweizer Wald» aufbauen. Fachleute und Laien erhalten kostenlos Fakten und Links in sechs Rubriken:

- Über das LFI
- Waldspaziergang
- Resultate des LFI
- Dienstleistungen und Datenangebot
- Publikationen
- Glossar, Links, Feedback

Waldspaziergang

Schüler und Waldfreunde erfahren auf einem virtuellen Waldspaziergang in leicht verständlicher Weise die wichtigsten LFI-Ergebnisse. Eingebaute Links zu weiteren Waldinformationen erlauben überraschende Seitensprünge teils über die Landesgrenze hinaus. Für regionale Fragen findet der Spaziergänger auch Homepages der kantonalen Forstdienste in der Rubrik «Links».

240 Tabellen und Karten

In einer vorgängigen Bedarfsabklärung haben 30 Personen aus verschiedenen Benutzergruppen sämtliche Tabellen und Abbildungen des LFI auf ihren Informationsgehalt und die «Web-Tauglichkeit» hin beurteilt. Bis Ende Jahr 2000 sollen die 240 bedeutendsten in den Subrubriken «Häufigste Waldbäume» (60), «Resultate nach Kantonen» (20) und «Resultate Schweiz und Regionen» (160) vorliegen.

Impressum

Herausgeber:
Schweizerischer Arbeitskreis für Forsteinrichtung
Sekretariat
R. Gordon Loestrasse 14 7000 Chur
Tel. 081 257 3855 /Fax 081 2572159
Redaktion:
R. Lemm, A. Bernasconi, R.Günter
Tel. 01 7392478 /Fax 01 7392570

Nachdruck erwünscht
Auflage: 100 Exemplare

Ausblick

Eine französische und eine englische Fassung sind geplant. Bis dahin hilft das Fachwörterbuch Deutsch-Französisch-Italienisch (Glossar) weiter. Ob mittelfristig auch ein Online-Zugriff auf die Datenbank ermöglicht werden soll, wird geprüft. Vorerst werden wir Erfahrungen mit der vorliegenden Version sammeln. Ihre Rückmeldungen helfen uns dabei weiter.

urs-beat.braendli@wsl.ch

VERANSTALTUNGEN

24.10.00

Strategien für eine nachhaltige Gemeinde: Lokale Agenda 21, ISO 14000 oder Landschaftsentwicklungskonzept? Tagung zur Auswahl geeigneter Planungs- und Vollzugsinstrumente (Deutsch/Französisch) (NE00GS); Bern; sanu; 032/322 14 33

Kalenderwoche 43-46. 00

GIS mit Arc View: Waldinformationssystem für den Forstbetrieb, Lyss; HFF Lyss; 032/387 49 11

13.-14.11.00

SAFE Jahresversammlung 2000 und Fortbildungsveranstaltung zum Thema: "Forstliche Stichprobeninventuren -wie weiter?" Tagungs- und Studienzentrum Boldern Männedorf/ZH; SAFE 081/257 38 55.

14.-15.11.00

Moderationstraining (NLOOMT); sanu; 032/322 14 33

17.11.00

Qualitätsentwicklung in der Umweltbildung; ETH Zürich; SILVIVA, SUB, ETH, Eidg. Forstdirektion BUWAL; 01/275 10 10

28.11.00

Journée thématique: Quelle sylviculture pour les climats à venir?; EPFL Lausanne; AR-FNP; 021/693 39 02 oder 021/693 39 38

30.11.00

Orthophoto numérique; EPFL Lausanne; FGW/CRIFOR; 021/887 88 12